



Les Restitutions de la Conversation de Midi-Pyrénées

Organisée par la Mission Agrobiosciences et l'IEP Toulouse

Faut-il réintroduire l'Homme dans la Nature ?

Le risque d'une fracture écologique

SEANCE DU 24 MARS 2009

Séance introduite par **Georges Rossi**, géographe, Professeur des Universités (Unité mixte de recherche CNRS ADES, Bordeaux 3), auteur de plusieurs ouvrages dont *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud* (éd. du Cnrs, 2001).
Et par la présentation du travail réalisé par **les étudiants du Master Risques, Science et Société** (IEP Toulouse).

Edité par la Mission Agrobiosciences
www.agrobiosciences.org

La Mission Agrobiosciences est un centre de débats publics. Elle est financée par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans le cadre d'un contrat quadriennal Enfa-DGER-Région.

Contacts

Mission Agrobiosciences
ENFA BP 72638
31 326 Castanet Tolosan.
Tél : 05 62 88 14 50
Fax : 05 62 88 14 51
Lucie Gillot
lucie@agrobiosciences.com





La Conversation de Midi-Pyrénées

La **Conversation** de Midi-Pyrénées est une initiative de la Mission Agrobiosciences, menée depuis mai 2008 en partenariat avec l'Institut d'Études Politiques de Toulouse.

Conçue à la manière d'un forum hybride privilégiant les échanges de points de vue et d'expériences, la Conversation de Midi-Pyrénées réunit tous les deux mois un cercle interdisciplinaire composé de chercheurs de toutes disciplines, de représentants d'associations de consommateurs et de défense de l'environnement, d'élus, d'étudiants et d'universitaires, qui s'inscrivent librement. L'ensemble de ces acteurs est convié à instruire une question qui fait débat, afin de clarifier les situations de blocage sciences et société et de contribuer à l'éclairage de la décision publique¹.

À l'issue de chacune des séances, la Mission Agrobiosciences publie sur son site Internet - www.agrobiosciences.org - la **restitution des échanges**, un document de quinze à vingt pages, téléchargeable gratuitement. Pour retrouver toutes les restitutions de la Conversation de Midi-Pyrénées : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1525

Séance animée par **Valérie Péan**, Mission Agrobiosciences, et **Julien Weisbein**, IEP Toulouse.

Ont participé à cette Conversation :

Gilles Allaire, économiste Inra ; **Pierre Boistard**, généticien ; **Alain-Michel Boudet**, Professeur en physiologie végétale ; **Catherine Boudin**, association Risa ; **Elie Brugarolas**, membre du bureau régional des Verts ; **Eve-Marie Castellan**, étudiante IEP ; **Geneviève Cazes-Valette**, anthropologue et Professeur de marketing à l'ESC Toulouse ; **Monique Cortadas**, PRES « Université de Toulouse » ; **Marie-Josèphe Carrieu-Costa**, Assosciences ; **Chikuda Eiri**, étudiante Université Toulouse Le Mirail ; **Christian Hiller**, membre de l'Agrépi (association des ingénieurs et cadres spécialistes de la maîtrise des risques incendie-vol-environnement-sécurité et santé au travail) ; **Ludovic Houdbine**, informaticien ; **Ibrahim Kaboglu**, professeur invité à l'IEP ; **Nadifa Kata**, étudiante IEP ; **David Laborie**, ingénieur agronome ; **Jean-Claude Lepert**, Inserm ; **Sébastien Lorrain**, citoyen ; **Antoine Miquel**, étudiant IEP ; **Olivier Moch**, secrétaire permanent du Conseil Supérieur de la Météorologie ; **Laure Ortiz**, directrice de l'IEP Toulouse ; **Christiane Pecher**, Inserm ; **Bernard Pichetto**, cuisiner, webmaster de Toit'd'épices ; **Alain Pintureau**, psychosociologue, représentant de l'AFIS ; **François Saint-Pierre**, Professeur de mathématiques ; **Josette Tournier**, UFCS ; **Georges Zachariou** ; **Jean-Pierre Zalta**, biologiste.

¹ Pour en savoir plus : http://www.agrobiosciences.org/rubrique.php3?id_rubrique=0049



Le sujet

Faut-il réintroduire l'homme dans la nature ? Les risques d'une fracture écologique.

Le signal d'un possible infléchissement des discours

A la rentrée 2008, une marque d'équipements sportifs affichait un slogan étonnant : « **Pour la réintroduction de l'homme dans la nature** ». Un contre-pied humoristique qui, au-delà de l'anecdote publicitaire, révèle peut-être une inflexion du regard et du discours appliqués à l'environnement et à la nature.

Car depuis près de trois décennies, le consensus apparent réside dans la dénonciation des méfaits de l'activité humaine sur les grands équilibres de la biosphère. La protection de la biodiversité, la pédagogie sur les gestes écologiques à pratiquer et, globalement, le souci de réduire les nuisances se traduisent progressivement en injonctions. « *Faisons vite, ça chauffe !* » explique ainsi l'Ademe en matière d'économies d'énergies. L'homme, « maître et possesseur de la nature », est pointé comme l'un des responsables de la destruction de la planète, par un utilitarisme qui excède la simple satisfaction de ses besoins.

S'il n'est pas question de nier la réalité des dommages environnementaux régulièrement dénoncés ni, à l'inverse, d'attacher une importance excessive aux mouvements anti-humanistes des *deep ecologists*², il est opportun de s'interroger sur les coûts sociaux et les inégalités nouvelles que génèrent le discours public et les mesures environnementales, en France et au plan international.

L'homme, une espèce à protéger ?

Ici et là, des voix discordantes se font d'ailleurs entendre – plus ou moins polémiques et argumentées – dans le concert en faveur du développement durable et de l'écocitoyenneté : de Luc Ferry (*Le nouvel ordre écologiste*)³ à Sylvie Brunel (*A qui profite le développement durable ?*)⁴ en passant par Jean-Christophe Rufin (*Le parfum d'Adam*) ou Laurent Larcher (*La face cachée de l'écologie : un antihumanisme contemporain ?*). Parmi leurs arguments : l'anti-humanisme de certains courants, l'utilisation complaisante du catastrophisme, la manipulation des données ou encore la stigmatisation des populations défavorisées.

D'autres, comme Georges Rossi, voient dans ce souci environnemental un processus planétaire organisé de normalisation et de régulation à finalité géopolitique et économique. Enfin, notons que la crise financière et économique qui affecte le quotidien de nombreuses populations pourrait infléchir les comportements des citoyens et bousculer l'ordre des priorités en terme de politiques publiques. En clair, faut-il réintroduire de l'humain dans les discours environnementaux ?

²Courant de philosophie écologiste mettant l'accent sur la nécessaire préservation de l'écosystème dans son entier, sans concevoir les besoins humains comme une finalité en soi

³ Voir notamment la note de lecture de Jean-Claude Flamant, Président de la Mission Agrobiosciences : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2576

⁴ Voir l'entretien avec Sylvie Brunel. « *Développement durable, une nouvelle manière d'acheter des indulgences ?* » : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2307



Exposés introductifs

Une question de nature à reconfigurer les conflits sociaux...

Présentation des travaux des étudiants de l'IEP de Toulouse⁵, par Julien Weisbein.

La question posée par la publicité Aigle - « *Pour la réintroduction de l'homme dans la nature* » - peut en effet constituer un signal faible, aussi avons-nous tenté de baliser le champ du pensable et du possible concernant la réintroduction de l'homme dans la nature et ce, dans une optique d'aide à la décision. Dans cet esprit, quand bien même cette question serait porteuse de sens et lancerait un appel suffisamment fort aux pouvoirs publics, il convient de préciser d'emblée que cela ne vaut que pour le monde occidental, d'autres cosmogonies⁶ ne séparant pas l'homme de la nature.

De même que l'Occident est traversé par l'héritage cartésien, il est en effet travaillé par cette aventure collective visant à maîtriser la nature mais nous pourrions être dans une phase de transition sémantique et politique.

Une question d'abord marginale

Longtemps, l'idée de la réintroduction de l'homme dans la nature n'a été qu'une interrogation confinée à quelques univers sociaux et n'a concerné que les marges de la société – c'est-à-dire les avant-gardes. Les artistes sont les premiers à se pencher sur le sujet avec le mythe de Robinson Crusoë, selon lequel un homme est arraché à la société puis rejeté de force, à son corps défendant, dans la nature. Ce thème court de Herman Melville (*Moby Dick*) à Jack London (*L'Appel de la forêt*), en passant par François Truffaut (*L'Enfant sauvage*), jusqu'à la série *Lost* diffusée sur TF1, sous la forme du mythe.

Les religions occidentales sont le deuxième espace social à l'intérieur duquel la question fait sens et toutes posent sans ambiguïté la question de la séparation entre nature et homme. Dans le catholicisme par exemple, la terre et la nature ont pour vocation d'accueillir l'homme en leur sein et sont considérées comme suffisamment solides et fournies en biens pour subvenir à ses besoins. Ce n'est ainsi que très tardivement que la religion se met au diapason écologique, notamment à travers un discours récent de Benoît XVI (cf. document). En revanche, à partir principalement du XIXe siècle, la question fait son apparition dans le monde social au sein des courants réactionnaires, en opposition aux notions de progrès, de technique et à la philosophie des Lumières, sans toutefois sortir d'un espace confiné et stigmatisé.

⁵Disponible ici : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2615

⁶Théorie sur la formation de l'Univers ou la création du Monde



Apparition progressive d'interrogations...

Et pourtant, la deuxième partie du document pose que nous irions – nous mettons le conditionnel par prudence – vers un basculement des lignes de représentation attachées entre l'homme et la nature. La question ne serait plus anecdotique, folklorique ou stigmatisante. Elle deviendrait légitime, nourrissant de plus en plus le débat public.

Un changement silencieux et multiforme s'est opéré via des injonctions internationales –déclaration de Rio – mais aussi par des injonctions électorales – émergence de Nicolas Hulot lors des élections présidentielles de 2007 – mais dans tous les cas, la question de la réintroduction de l'homme dans la nature demeure avant tout une injonction morale. Il s'agit, pour être un humain digne de ce nom, de considérer la nature non plus comme une chose à asservir, et dans laquelle nous sommes projetés par accident, mais comme une entité à protéger, un espace bienveillant en harmonie duquel il nous faut revenir. Plusieurs univers sociaux se croisent dans ce désir de retourner dans la nature.

Il y a tout d'abord celui de la consommation, même si cela reste du domaine du vœu pieu : les statistiques que nous avons analysées montrent en effet que cet aspect des choses n'a pas encore pris, notamment pour le tourisme environnemental. Ensuite, on trouve les pratiques sociales de type ludique, et notamment les sports axés sur le mythe des "nouveaux aventuriers" dont nous parlait David Le Breton à la dernière Conversation⁷. Le sport écologique, le respect de la nature et les sports de plein air font partie des valeurs affichées par ces "nouveaux aventuriers".

Dans ces univers sociaux, la question fait sens et prend même forme, puisque toute une industrie s'organise derrière ces revendications. Il est intéressant de constater également la nostalgie du plein air au sein du champ scientifique, par définition le plus extrait de la nature via les laboratoires de recherche. C'est ce que disent des auteurs comme Bruno Latour ou Michel Callon : le scientifique doit quitter son laboratoire et il y a même une sorte de nouvelle collaboration qui se tisse entre l'ordre naturel et l'ordre scientifique comme le montre la robotique s'inspirant des insectes... C'est également vrai du côté des sciences humaines et sociales, à travers une nature qui se voit octroyée des droits, avec une dimension de co-propriété juridique partagée avec l'homme.

... qui appellent des réponses

Quelles seraient les conséquences politiques, économiques ou sociales, de cette injonction à la réintroduction de l'homme dans la nature ? Trois aspects semblent prédominants. Premièrement l'aspect géopolitique, au niveau des relations Nord-Sud notamment, car les gouvernants vont être amenés à légiférer sur ce thème, et nous le voyons à deux titres avec la question des réfugiés climatiques qu'illustre le cas de l'archipel des Tuvalu, ou encore avec celle de l'écoterrorisme, devenue un des pôles des relations internationales, au centre des préoccupations des Etats-Unis et de la CIA. Cette question amène donc une législation en matière pénale et en matière de déplacement des populations.

Viennent ensuite les réponses du politique. Au niveau électoral, principalement : est-ce que l'environnement, au-delà de son consensualisme, peut retisser ou redéfinir de nouveaux clivages ? Les forces politiques issues de la révolution industrielle se dissocieraient-elles de plus en plus de forces politiques issues de la révolution verte ? Le PCF ou LO risquent-ils de tourner le dos aux "bobos" du parti des Verts et du PS ?

⁷A lire ici : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2592



Vers de nouveaux enjeux de stigmatisation ?

Enfin, en deçà de ce niveau politique, c'est sur le plan des représentations sociales que la question est la plus lourde de conséquences. On retrouve ici les thèses défendues par Sylvie Brunel : derrière cette injonction du retour de l'homme dans la nature se cacheraient de nouvelles formes de stigmatisation sociale. Autrefois, les catégories populaires étaient stigmatisées pour leur caractère dangereux, le pauvre était celui qui pouvait abîmer l'ordre social. Désormais, le pauvre, c'est celui qui peut abîmer la planète, qui consomme des produits trop riches, conduit une voiture trop nocive pour l'environnement, a une maison mal isolée et émet trop de gaz à effets de serre.

Mais il y a également la question des générations. Ne cherche-t-on pas aussi à stigmatiser les baby-boomers, ces anciens qui ont consommé et pollué, au mépris des jeunes ? La question de la publicité Aigle apparaît donc comme une reconfiguration des conflits sociaux, à la fois entre les catégories de revenus et les catégories d'âges.

Valérie Péan : Il est intéressant de constater à quel point les étudiants dont Julien vient d'exposer le travail n'ont pas du tout interprété la question posée de la même façon que la Mission Agrobiosciences. Nous posions l'hypothèse que, dans les pays développés, la préoccupation environnementale prenait le pas sur les considérations humanistes. A cela s'ajoute la crise alimentaire qui assoit un puissant retour des idées malthusiennes selon lesquelles nous serions trop nombreux sur la planète. C'était dans ce sens là que nous posions la question : comment réarticuler une place pour l'homme dans cette nature à respecter ?



L'environnement : la nouvelle Croisade de l'Occident ?

Par Georges Rossi, géographe, Professeur des Universités (Unité mixte de recherche CNRS ADES, Bordeaux 3)

J'ai lu ce travail réalisé par les étudiants – très bien fait au demeurant – et j'aimerais revenir préalablement sur le point des réfugiés climatiques. On cite toujours un certain nombre d'exemples sur ce thème, et notamment celui que vous reprenez : Tuvalu, un atoll du Pacifique. Dans tous les manuels de géologie marine, il est écrit que le devenir d'un atoll est de s'enfoncer sous les eaux. Or, il se trouve que Tuvalu a été choisi comme exemple par une organisation internationale pour lancer une polémique trois jours avant la conférence de Montréal⁸. En réalité ce n'est pas l'eau qui monte, c'est l'atoll qui descend ! Nous sommes ici typiquement dans le domaine de la manipulation. Il existe des groupes de pression qui ont intérêt à émouvoir les populations et éventuellement les dirigeants. Il faut donc faire très attention dans le recoupement des sources, car en matière d'environnement, nous sommes dans des systèmes complexes voire extrêmement complexes, au sens de la théorie des systèmes. Personne ne peut prétendre maîtriser l'ensemble de la question. En revanche, nous avons tous une partie des clés d'entrée de la vérité. Avoir une vision complète de l'ensemble du problème relève aussi bien des sciences de la nature que des sciences sociales ou de certaines sciences dures. Aussi devient-il parfois extrêmement compliqué de pouvoir juger de la réalité de tel ou tel fait. Pour en revenir à Tuvalu⁹, qui ne concerne d'ailleurs que 600 personnes, on risque de voir le même effet d'annonce se produire pour la partie terminale du delta du Bangladesh, malgré le fait que les deltas, eux aussi, s'enfoncent sous l'eau de manière naturelle.

Une séparation propre aux religions du Livre

Dans le cadre de ma réflexion sur les « ingérences écologiques », j'ai souvent été confronté à la question des relations entre l'homme et la nature. Historiquement, ce sont uniquement certaines sociétés occidentales et musulmanes qui ont séparé les deux. La césure entre homme et nature est redevable aux mythes et ne concerne que les religions du Livre : Adam et Eve chassés du paradis terrestre, ou encore l'homme calife de la Nature dans le Coran.

A l'inverse, il ne viendrait pas à l'idée d'un taoïste ou d'un bouddhiste d'exclure l'homme de la nature puisqu'il y est totalement inclus. En Chine par exemple, le souffle vital nommé « Qi » circule entre tous les êtres vivants. L'homme, l'animal ou tout autre chose créée fait partie d'un continuum. Sans oublier les populations animistes, qui représentent à elles seules un tiers de l'humanité ! Dans leurs croyances, l'homme n'est qu'un être parmi d'autres, il n'est pas le plus puissant et il doit se soumettre totalement à la nature, à ses règles et à ses forces. Les liens à la terre par exemple, sont nombreux et puissants. Prenons l'exemple du Burkina Faso : vous ne ferez jamais comprendre à un paysan burkinabé que la terre est quelque chose de sale. Les femmes mangent d'ailleurs de la kaolinite¹⁰ lorsqu'elles sont enceintes, parce que c'est un médicament. Les populations animistes font extrêmement attention à ne pas se couper de ces forces surnaturelles qu'ils pensent capables de les éliminer très rapidement.

⁸ Durant l'hiver 2007, la conférence de Montréal réunissait environ 180 pays pour aborder le suivi du protocole de Kyoto (1997) en matière de lutte contre le changement climatique ainsi que la 11^{ème} conférence de suivi de la Convention climat.

⁹ Voir aussi la revue de presse de la Mission Agrobiosciences sur le cas des îles Kiribati et la réaction d'Anny Cazenave : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2447

¹⁰ Argiles contenant du calcaire



Chez certaines populations de l'Amazonie et du Pacifique, des codes de vie interdisent certaines plantes pour certains types d'usage et l'on s'est aperçu que ce sont des végétaux dont la reproduction est extrêmement lente ; des interdits portent également sur des périodes de reproduction de certaines espèces. Ces séries de règles magico-religieuses regroupent l'expérience empirique de centaines de générations sur le fonctionnement de l'écosystème qu'avec notre science nous sommes parfaitement incapables d'expliquer ! Par exemple, en mélanésie, le taro¹¹ pousse associé à des "mauvaises herbes". Les agronomes, pensant que des adventices étaient néfastes, les ont détruites ce qui a déclenché une invasion de nématodes¹² qui se sont mis à manger les tubercules : les racines des "mauvaises herbes" contenaient un puissant nématicide qui protégeait les tubercules mais les agronomes ne l'ont compris que plus tard.

L'impérialisme écologique

Venons-en maintenant à un autre aspect de la question : la volonté d'expansion de la pensée occidentale qui, avec la colonisation, avait étendu son emprise politique et culturelle à un grand nombre de pays, et qui, aujourd'hui, maintient cette position dominante d'un point de vue économique, politique et médiatique. C'est entre les mains de l'Occident que sont les grandes organisations environnementales qui édictent les règles, avec pour conséquence la création d'une sorte d'apartheid homme/nature dans bon nombre de pays en voie de développement, ce que les populations locales ont eu, et ont toujours du mal à accepter. On a créé des espaces dont on a exclu les hommes en prétendant vouloir protéger une nature vierge, et ce de manière parfois violente : l'expulsion de 80 000 paysans de la partie centrale du Togo pour créer de vastes parcs nationaux s'est faite avec l'aide de l'armée ! Même si nous sommes revenus à des conceptions un peu plus humaines, des événements de ce type ont eu lieu dans le passé récent.

L'impérialisme écologique s'est diffusé à travers l'ensemble du monde par la mise en place de réglementations contraignantes et grâce à la capacité des institutions financières à faire appliquer ces normes partout sur la planète. Ainsi, lorsque la Banque Mondiale finance un projet, elle édicte des conditionnalités écologiques assorties à l'octroi de l'aide. Bien sûr, le poids politique des États crée un effet de balance. En revanche, pour un pays comme la Guinée – 12 millions d'habitants, une dette considérable et 52 % des revenus dépendants de l'aide extérieure – le poids de la Banque est bien réel et celui du FMI plus encore. On leur impose les "tables de la loi", sans se demander si ces règles, souvent très loin de leurs pratiques, de leur culture, vont leur poser des problèmes, désarticuler les systèmes de production et provoquer des crises sociales. Ces gens-là n'ont ni la même vision de l'environnement, ni la même vision du territoire.

Par exemple, il y a dans le nord de la Guinée, près de la frontière avec la Guinée-Bissau, une zone où cohabitent hommes et chimpanzés. Automatiquement, dans la conception des organisations internationales écologistes, la présence humaine nuit aux singes. Une campagne de protection a donc été lancée à la grande stupéfaction des populations locales, car dans les croyances locales, les chimpanzés sont des hommes transformés en animal en raison d'une faute commise durant leur vie. Bref, il ne serait venu à l'idée de personne d'être anthropophage ! Et en réalité, chacun trouve son bénéfice dans cette cohabitation en raison de la présence de palmeraies dans la région : les graines ont en effet besoin d'être prédigérées puis déféquées par les singes pour pouvoir germer. Les chimpanzés sont donc un outil de production pour les paysans !

¹¹Tubercule alimentaire des régions tropicales

¹²Ver parasite



De quelle nature parlons-nous ?

A l'inverse, il ne faut pas non plus considérer ces cultures comme des écologistes avant l'heure. Le rapport à la nature de ces populations est utilitaire – même s'il est codé sous forme religieuse – car leurs moyens techniques étant limités, elles doivent être certaines que leur écosystème va se reproduire. Ils sont fortement dépendants du fonctionnement des écosystèmes.

Derrière cela, n'évacuons pas la question délicate de savoir de quelle nature nous parlons. Nos cultures ont très tôt séparé l'homme de la nature, entraînant un besoin de protéger cette dernière, dont nous avons développé une représentation sauvage, vierge de toute empreinte humaine. Or le mythe de la forêt tropicale luxuriante « où l'homme n'a jamais mis les pieds » n'existe pas. Anna Roosevelt¹³ a ainsi montré, grâce à ses recherches en 1997, que l'Amazonie est peuplée depuis 60 000 ans – avant même l'Amérique du Nord. Elle y a découvert des industries lithiques¹⁴ de -52 000 avant Jésus Christ. De même, on s'est aperçu que des civilisations s'étaient installées dans le delta de l'Amazone il y a 12 000 ans et pratiquaient l'agriculture mais aussi l'agroforesterie¹⁵, avec des techniques d'irrigation très performantes. Autrement dit, ils exploitaient leur environnement afin de le rendre productif. De plus, des équipes ont trouvé dans la forêt amazonienne les traces de plusieurs centaines de villes. A la veille de l'arrivée des espagnols, il y avait approximativement 14 millions d'habitants en Amazonie et les routes de commerce étaient nombreuses, principalement dirigées vers Kuzco. L'Amazonie était le « grenier » de l'empire Inca. Que s'est-il donc passé pour que cette civilisation disparaisse ? Les Espagnols ont introduit des microbes et des bactéries contre lesquels les indigènes n'étaient pas immunisés et la simple circulation des marchandises a, en l'espace d'un siècle, provoqué la disparition de 95 % de la population. Les quelques groupes ayant réussi à survivre sont repartis dans la forêt et ce sont eux que l'on considère, aujourd'hui, comme les « bons sauvages », alors qu'ils sont héritiers d'une culture ayant inventé la céramique 1 000 ans avant l'Amérique Centrale, cultivant le coton, le tabac, le maïs... Cet écosystème symbole de la forêt merveilleuse et sauvage a en réalité été cultivé et modifié durant des milliers d'années. On peut faire la même démonstration pour les forêts tropicales d'Afrique ou d'Asie.

¹³Anthropologue spécialiste de l'Amazonie et du Congo

¹⁴Ensemble des objets en pierre transformés intentionnellement par les humains

¹⁵Mode d'exploitation des terres agricoles associant plantations d'arbres d'une part, cultures ou pâturages d'autre part.



Les points de vue des participants

Contre la tentation du manichéisme

Laure Ortiz

On pourrait penser que l'on oppose une société fondée sur la séparation de l'homme et de la nature, à d'autres sociétés capables d'osmose, sachant se reproduire dans le respect des équilibres de cette nature. Je m'interroge sur ce schéma, car si l'on regarde en Asie – prototype de l'intégration à la nature – on s'aperçoit qu'il y a actuellement un développement économique et industriel puissant derrière lequel s'efface le souci de protection de la nature. De l'autre côté, on peut considérer que dans les civilisations rurales d'Occident, on n'a pas toujours non plus massacré la nature et qu'il y avait un certain souci d'équilibre.

Nadifa Kata

Pour ma part, pour avoir fait un peu de théologie musulmane, je n'ai jamais appris qu'en Islam, la nature était faite pour être asservie par l'homme. Bien au contraire, l'homme fait partie d'un ordre universel, il est en harmonie avec la nature qui l'entoure, être vivant parmi d'autres êtres vivants. Et en sa qualité de vicaire, à savoir lieutenant, représentant de Dieu sur Terre, il ne possède que le libre arbitre et la raison, qui le distinguent des autres créatures de Dieu, dans les choix qu'il peut ou non faire.

Georges Rossi

Distinguons deux choses. Les Chinois – et à leur tour les Vietnamiens – ont actuellement des comportements de prédation comme l'Occident n'en a peut-être jamais connu, sauf éventuellement au moment de la Révolution Industrielle. Ce qui n'empêche pas que la pensée philosophique et religieuse dans ces pays pose un continuum homme-nature.

En revanche, pour ce qui est des sociétés animistes et technologiquement peu développées, il y a en effet un rapport de dépendance très étroit avec la nature car ils n'ont pas le droit à l'erreur. S'ils adoptaient des comportements de prédation trop importants vis-à-vis de l'écosystème dont ils se nourrissent, ils en paieraient durement les conséquences. C'est pour cela qu'il y a des règles extrêmement sévères : dans le cadre de l'Amazonie, les comportements déviants sont sanctionnés et entraînent parfois la mort des individus transgressant les codes.

François Saint-Pierre

D'un point de vue anthropologique sur l'histoire religieuse, quand on lit la Bible, il y a deux versions contradictoires dans la Genèse : l'une à la Descartes, si je peux me permettre cet anachronisme, où l'homme maîtrise et possède la nature ; *a contrario*, un peu plus loin, on lit que l'homme doit être un jardinier en harmonie avec la nature. Sur un des textes fondateurs de notre culture, ces deux versions coexistent... Il n'est donc pas si sûr que notre vision soit celle d'un homme complètement extérieur à la nature, même s'il faut dénoncer les côtés simplistes d'une vision rousseauiste sur le « bon sauvage » tout comme les délires de la "deep ecology".



Gilles Allaire

Vous semblez opposer l'écologie aux populations animistes qui utilisent raisonnablement la nature. Mais je ne vois pas en quoi l'écologie n'aurait pas d'utilité. Il faut savoir de quelle nature on parle, mais aussi de quelles techniques.

Alain-Michel Boudet

J'ai été frappé par l'opposition entre religions du livre d'une part et cosmogonie asiatique de l'autre. En France, le Siècle des Lumières et les temps qui ont suivi ont vu l'adhésion à la science en relation avec le fait qu'elle affranchissait l'homme des contraintes de la nature. Pour ma part, en tant que biologiste végétal, je me sens très privilégié de considérer la nature comme un continuum interactif sans hiérarchie particulière. Cependant nous sommes tous très marqués par l'anthropocentrisme. Je surprend toujours mes étudiants en leur disant que la disparition du monde animal n'entraînerait pas celle du monde végétal alors que la réciproque n'est pas vraie.

Pierre Boistard

Quand je me promène dans le Lauragais, je ne rencontre pas beaucoup d'humains. Conséquence de l'évolution récente du monde rural, l'homme est absent de la nature humanisée par l'agriculture. N'est-ce pas dans cette nature aussi qu'il faut réintroduire l'homme ? D'autre part, réintroduire l'homme dans la nature, ne serait-ce pas, comme nous y invite Darwin, prendre conscience de notre solidarité biologique avec le monde vivant dans son ensemble ?...

Alain-Michel Boudet

N'oublions pas non plus que la nature demeure dure, voire hostile, même lorsqu'elle est anthropisée. On en a parfois une vision un peu euphorisante, mais des arbres tombent, des tempêtes et des inondations surviennent, des virus émergent...

Le jour où Cassandre aura raison...

François Saint-Pierre

J'ai trouvé intéressant que Georges Rossi montre en quoi le système économique occidental impose ses propres règles. On peut faire le parallèle avec la démocratie, dont on utilise le concept pour garder des avantages économiques ou imposer des normes. Pourtant, les sociétés traditionnelles n'influencent que peu l'écosystème au regard de l'impact qu'a notre société industrielle. Reste cette question sous-jacente : en raison de notre puissance économique, n'est-on pas arrivé au bout de notre modèle ? Nous serions alors enfermés dans un écosystème comme sur une île. D'ailleurs, je rejoins les étudiants quand ils disent que le jeu politique va être modifié par l'introduction de l'écologie et on voit se tisser des tentatives d'intégration, comme celle, lors des élections présidentielles, de rassembler en un projet commun les communistes, les altermondialistes et les écologistes.

Dernière remarque : la question de fond que je me pose, sans en avoir la réponse, est de savoir qui écouterait Cassandre le jour où elle aura raison ? On peut disqualifier la question de la catastrophe mais des personnes crédibles nous préviennent que nous suivons actuellement le pire des scénarios...



Olivier Moch

Un roman n'a pas été mentionné dans le document des étudiants : celui de Romain Gary, *Les Racines du Ciel*¹⁶, dont le héros prend les armes pour défendre les éléphants avec, en toile de fond, les relations entre occidentaux et locaux. Le bioterrorisme fait ainsi son apparition dans la littérature dès le milieu des années 50, montrant que les conséquences de choix politiques dans le cadre de l'environnement ne doivent pas être sous-estimées. L'analyse proposée fait le point sur les positions écologiques de chaque parti politique mais un point important vient toutefois à manquer : l'interdépendance entre les pays qui rend plus difficiles et plus intenables les prises de position isolées. Il n'y a qu'une seule planète et l'homme agit désormais à une échelle où ses actes pèsent en conséquence sur le monde entier, pour le meilleur ou pour le pire. On dit que c'est complexe, que chacun ne possède que des bouts de réponse, mais de nouveaux organismes comme le GIEC¹⁷ essaient précisément de rendre compte de l'état des connaissances actuelles. Certes, l'analyse est souvent noyée dans un battage médiatique général qui dépasse les affirmations des climatologues mais il faut entendre les chercheurs. Je crois qu'il est important de faire un point précis pour délimiter clairement ce qu'on sait, ce qu'on ne sait pas et ce que nous espérons savoir bientôt.

Valérie Péan : Dire que l'homme a les capacités de changer l'avenir de la planète relève d'une controverse scientifique car tous les spécialistes ne sont pas d'accord sur ce point, ni sur sa part de responsabilité dans les changements climatiques.

Malthus et les ressources

Georges Rossi

J'aimerais revenir sur le malthusianisme. Vous connaissez la théorie : en caricaturant, on peut dire que plus il y a des gens autour d'un gâteau, moins les parts sont grandes, jusqu'à disparaître. Cela suppose la notion centrale de ressources fixes. Or une société et les ressources dont elle a besoin constituent un couple co-évoluant en permanence. Je montre souvent à mes étudiants un numéro du Monde de 1950 titré « Le monde va à la catastrophe », dont le sujet concerne la disparition à venir du charbon, principale ressource à l'époque. 50 ans après, le problème, dans nos pays n'est pas l'épuisement du charbon mais de payer la retraite des mineurs. Parce que le monde, ses besoins, l'état des techniques a changé. Aujourd'hui, nous vivons la même chose avec le pétrole. Il est évident que l'après-pétrole va arriver, tout comme il y a eu l'après-charbon. De mon point de vue, la notion de ressource fixe n'existe pas. Autre exemple : à la fin du XIXe siècle, il n'y avait pratiquement plus de forêt en France à cause du fonctionnement économique reposant sur le bois. Depuis, nous sommes passés au charbon et au pétrole et le reboisement a été tel que des montagnes autrefois « pelées » sont désormais des massifs forestiers. Il y a aujourd'hui en Europe, 60% de surfaces forestières de plus qu'en 1860.

Gilles Allaire

Il faut faire une distinction entre le malthusianisme et Malthus. Son intérêt dans l'histoire de la pensée économique est justement d'avoir posé ce que vous venez de dire : ressources et population sont indissociables.

¹⁶Éditions Gallimard, Paris, 1956

¹⁷Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, crée en 1988 par deux organismes de l'ONU : l'Organisation Météorologique Mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement.



Alain Pintureau

Je suis toujours étonné lorsque j'entends des gens dire qu'il n'y a pas de problème de ressources du fait de la co-évolution de ces dernières et de la population. Vu le manque d'accès à l'hygiène, à l'eau, aux denrées, de mon point de vue, soit la population évolue plus vite que les découvertes technologiques ; soit il n'y a pas de co-évolution...

Georges Rossi

Ce n'est pas un problème de ressources, mais de répartition de ces dernières. Il y a un partage inégal de celles-ci. Le problème n'est pas seulement économique, il est aussi profondément politique. Les démographes s'accordent d'ailleurs tous sur un point : la transition démographique ne se déclenche qu'à partir du moment où l'on atteint un certain niveau de vie. Si l'on veut stabiliser la population de la planète, il faut résoudre le problème économique et politique de la répartition des ressources. Il m'arrive de dire de manière provocatrice que les écologistes se trompent de combat en mettant en avant les problèmes environnementaux. Résorbez d'abord la pauvreté et vous résoudrez de fait le problème de la forêt amazonienne. Vous ne pouvez pas interdire à quelqu'un qui crève de faim d'aller couper trois morceaux de bois si cela lui permet de nourrir sa famille.

Geneviève Cazes-Valette

Revenons sur les ressources : bien entendu, elles ne sont pas illimitées, mais nous avons néanmoins une capacité de les réguler assez rapidement. En Espagne, une baisse démographique notable a eu lieu depuis l'entrée de ce pays dans le marché commun. Quand une population accède à un certain niveau de vie, les choses peuvent se réguler sur une génération seulement. Reste qu'il est très utopique de penser que l'idée de partage fasse son chemin.

Classes laborieuses, classes dangereuses ?

Georges Rossi

Les pauvres ont toujours été considérés comme dangereux. Déjà, dans l'entre-deux-guerres, le darwinisme social posait que les pauvres étaient mauvais pour la nature. On leur reprochait notamment de gaspiller des ressources qui, si elles étaient préservées, auraient permis aux riches de beaucoup mieux les exploiter. C'est un courant de pensée anglo-saxon extrêmement puissant, porté surtout par Julian Huxley. Celui-là même qui a rédigé en 1948 les statuts de l'Union Internationale pour la Protection de la Nature (UIPN) et qui a créé le World Wide Fund (WWF). Julian Huxley a également été le premier président de l'Unesco et dans son discours d'introduction, il explique que la tâche de l'Unesco et de l'UIPN est de préserver les ressources utiles à la civilisation contre les gens qui les gaspillent. Cela a, entre autre, conduit selon moi à des politiques d'apartheid où l'on a séparé la nature des "indigènes".

Josette Tournier

Je me pose une question : va-t-on continuer à étendre toujours plus les villes ou, au contraire, les densifier ? Jeune, on commence par habiter en HLM ou en immeuble, puis, le revenu augmentant, on préfère habiter dans une maison avec jardin...Sauf que la question du développement des villes va bien finir par se poser avec la baisse des terrains constructibles.



François Saint-Pierre

C'est tout à fait à l'ordre du jour. Il faudrait sortir de cette conception clivée. La tendance actuelle essaie ainsi de remettre un peu de nature en ville et de sortir de la Charte d'Athènes¹⁸. De même, certains tentent de remettre de la nature dans la culture, pointant que l'homme était aussi un être de nature, et pas seulement de culture.

Le malthusianisme demeure le cœur du problème, mais pour moi l'affaire est réglée. On va vers nos 9 milliards d'habitants en 2040-2050, et tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit là d'un pic après lequel la population mondiale stagnera, voire déclinera et que nous sommes en mesure de la nourrir. Reste à savoir de quelle manière.

Et puis il y a des discours sur les pauvres qui polluent. Prenez la voiture. C'est vrai qu'avec des 4x4 neufs, on ne consomme que 150-160 grammes de CO2 alors que les vieilles voitures sont beaucoup plus nocives pour l'environnement. Il nous faut donc faire attention à ne pas utiliser les discours écologistes pour faire de l'idéologie bas de gamme. Il est évident qu'un petit feu de brousse pollue moins qu'un yacht.

La croyance, le probable et le certain

François Saint-Pierre

Par ailleurs, j'insiste : il y a quand même un certain nombre de scientifiques sérieux qui s'inquiètent, qui se demandent si l'on peut continuer à faire comme si de rien n'était. Pour moi, on ne se situe pas dans le domaine de la croyance, mais des probabilités. Il existe un risque non négligeable, avec des dégâts qui pourraient être très importants. Le danger que je relève dans les discours, c'est de renvoyer cette probabilité à de la croyance.

Georges Rossi

J'essaie de faire la part de ce qui est certain et de ce qui est probable. Actuellement, rien n'est certain. Il y a des probabilités, dont on ne sait pas si elles se réaliseront. J'ai travaillé sur les tenants et les aboutissants des politiques environnementales qui nous submergent depuis quelques temps, et on y trouve des choses intéressantes. Première chose : les idées de régulation du fonctionnement environnemental sont nées dans les mêmes cercles que ceux qui ont lancé les théories néo-libérales à la fin des années 80. Deuxième chose, elles ont pris leur source dans la Commission Trilatérale¹⁹ et le groupe de Bilderberg²⁰, tous deux à l'origine des premières réglementations environnementales. J'ai peine à croire que ces gens-là sont de purs écologistes. Cherchons alors les raisons de l'intérêt qu'ils portent à l'environnement... Il y a deux aspects à bien cerner. Premièrement, l'innovation demeure le carburant principal de la machine économique et le choix a été fait d'axer principalement les innovations autour du domaine environnemental. Ces groupes ont très bien vu que cet objet allait être un extraordinaire moyen de relancer une machine qui s'essouffait : renouvellement des techniques,

¹⁸ La charte d'Athènes est née en 1933 d'un congrès d'architectes et d'urbaniste sur la notion de « ville fonctionnelle » qui, sous l'égide de Le Corbusier, visait à planifier l'extension rationnelle des quartiers modernes.

¹⁹ Organisation privée de doctrine mondialiste qui fut créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations, et dont le but est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre l'Europe Occidentale, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

²⁰ Créée en 1954, c'est un rassemblement annuel et non-officiel d'environ 130 membres, dont la plupart sont des personnes d'influence dans les domaines des affaires, des médias et de la politique.



des matériels, des idées... Seulement, ces innovations sont par la suite intégrées au cœur du système néo-libéral. Quant au second aspect, il réside dans la manière dont ces groupes instrumentalisent le domaine environnemental pour s'assurer une main-mise sur certains pays et certaines ressources du tiers-monde. Toute la mise en place environnementale à laquelle on assiste a des tenants et des aboutissants différents de ce qu'on lui prête.

Olivier Moch

Il n'y a pourtant aucun doute sur la quantité énergétique que l'homme peut déployer : on sait faire des bombes atomiques, ce qui n'était pas vrai il y a deux cents ans. On peut certes imaginer, de manière utopique, que tout va bien se passer, qu'un partage va avoir lieu, mais ce n'est pas ce que l'histoire nous enseigne. Il y a eu des guerres de tous temps et, aujourd'hui, l'homme est arrivé à un niveau technologique tel qu'il peut faire bien plus que seulement matraquer son voisin. Il peut anéantir la planète.

Cette question de l'énergie mobilisable se pose indépendamment des réflexions présentées sur le malthusianisme ; que l'on soit 9 milliards ou 6 milliards, nous pouvons modifier la planète pour le meilleur ou pour le pire.

Georges Rossi

Il faut distinguer l'état actuel des connaissances et ce qui en est fait au travers des projections, car on peut remettre en cause la fiabilité des modèles climatiques qui sont extrêmement imparfaits. Lorsqu'on vous explique ce qui va se passer en 2100, c'est du même ordre de précision que Madame Soleil et sa boule de cristal. Il faut en revanche continuer à faire des modèles afin de gagner en précision, tout en faisant attention aux conditions initiales qui, comme l'a montré Lorenz avec son "effet papillon"²¹, déterminent grandement les projections. On ignore encore beaucoup de choses sur le fonctionnement de la machine climatique, mais les climatologues ne sont pas en cause – ce sont des scientifiques qui savent très bien ce qu'ils font et disent – au contraire de l'utilisation faite par le monde médiatique et politique de l'incertitude du scientifique. On ne fait pas aujourd'hui la différence entre la réalité avérée et la projection dans une certaine période.

Olivier Moch

Affirmer « On ne sait rien » est un argument curieux. D'ailleurs, on ne dit jamais que les agronomes ou les biologistes ne savent rien. « Ne pas tout savoir » n'est sûrement pas synonyme de « Ne rien savoir » et la moindre des choses est précisément en toutes choses d'établir notre degré de connaissance.

Lorsque, à la suite de Lorenz, nous évoquons « l'effet papillon », nous soulignons que certains phénomènes sont très sensibles aux conditions initiales, ce qui interdit des prévisions au-delà de certaines échéances. Ceci n'est en rien contradictoire avec le fait de savoir estimer quelles pourront être les conséquences de changements apportés aux conditions environnantes. Nous ne savons pas prévoir le temps pour un jour précis dans trois mois, mais nous savons apprécier les conséquences des caractéristiques orbitales de la Terre et vous ne serez pas choqués d'apprendre que l'été sera plus chaud que l'hiver ! De la même façon, annoncer les conséquences climatiques d'un doublement de gaz carbonique dans l'atmosphère n'est en rien contradictoire avec les limitations des prévisions météorologiques quotidiennes. Tout l'effort du GIEC consiste justement à clarifier ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas faire à telle ou telle échelle de temps ou d'espace.

²¹Théorie métaphorique selon laquelle un phénomène physique est sensible aux conditions initiales qui l'ont créé



En guise de conclusion

Julien Weisbein

Je ne vais pas partager votre optimisme en vous parlant, à la manière de la sociologie politique, moins de la nature que de l'homme et surtout de l'homme occidental, français et politisé que l'on connaît de mieux en mieux. Dans les enquêtes de sociologie politique, il apparaît que l'environnement n'est pas un objet politique autonome. Du point de vue des administrations, les politiques publiques de l'environnement sont avant tout industrielles, économiques, de consommation ou d'éducation... à finalité environnementale. Au niveau des forces politiques, le discours vert s'est répandu dans tous les discours mais il n'y a pour l'instant qu'un seul espace où cela commence à faire dissonance : Lutte Ouvrière. En revanche, de par l'organisation du champ politique, un discours général n'est pas un discours producteur d'orientation ni de clivages. Enfin, au niveau des comportements électoraux, on observe que l'attachement à l'environnement dépend d'une autre variable qu'on appelle le post-matérialisme. S'il y a des personnes attachées à des thématiques matérielles (sécurité, partage des richesses, guerre...), il y en aurait d'autres plus proches de thématiques plus abstraites (environnement, démocratie, droits de l'homme, esthétique...). Or ce clivage "culturel" n'est qu'un clivage économique : ce qui détermine le fait d'être matérialiste ou post-matérialiste, c'est le capital culturel – les études – lui-même déterminé par le capital économique. Il n'y a pas non plus d'autonomie de la représentation de la question environnementale dans les comportements politiques : on reste dans la classique problématique sociale. Concernant le vote, c'est plutôt le portefeuille qui influe sur les choix...

Gilles Allaire

Sans être expert de la biologie ou de la biodiversité, une ou deux choses m'ont gêné dans les raisonnements. Par exemple, si je suis tout à fait d'accord sur le fait que l'innovation est un moteur de la société, invoquer uniquement la Commission Trilatérale et le groupe de Bildberg comme moteurs de l'innovation environnementale ressemble un peu au thème du complot. En revanche, si l'on parle des dynamiques politiques – dans lesquelles la Trilatérale s'inscrit – de la puissance du dollar ou des discours politiques, cela me semble plus juste. De même, s'il est réel qu'un certain nombre de gens présents à Davos ou à la Trilatérale pensent que l'écologie représente un atout pour le capitalisme, cela reste du domaine du débat politique.

Je suis également un peu embêté quand j'entends parler de catastrophes à venir. Des millions de gens meurent de faim, les marchés sont complètement déréglés... A-t-on besoin de dire que la catastrophe va venir si elle est déjà là ?

Cela m'évoque une théorie économique qu'a développée George Akerlof²², avec le "salaire d'efficacité". Il explique que les employeurs ont intérêt à offrir des rémunérations supérieures à celles du marché afin que les employés soient motivés et restent fidèles à leur entreprise. Dans le même temps, cela empêche bon nombre de personnes de pouvoir obtenir un travail : si tous les employeurs se comportent ainsi, le salaire moyen du marché augmente et l'embauche de nouveaux salariés représente donc un coût de plus en plus important pour le patron. Selon George Akerlof, le fait qu'il y ait des chômeurs confère un certain pouvoir aux entrepreneurs. Certes, ils payent plus cher leurs salariés mais le chômage structurel que cela génère représente une réserve de main d'œuvre disponible. Eh bien, je me demande si le monde politique ne fonctionne pas comme ça, s'il ne voit pas les catastrophes comme des éléments régulateurs de nos sociétés. Il serait alors logique que le politique laisse arriver la catastrophe....

²²Economiste spécialisé sur les travaux d'information imparfaite, « prix Nobel » d'économie en 2001



Marie-Josèphe Carrieu-Costa

On a cité Michel Callon, Bruno Latour ainsi que d'autres personnes qui parlent de "catastrophisme éclairé" ou des modalités d'agir dans un monde incertain. Il n'est pas nécessaire de savoir si le réchauffement portera sur 4, 5 ou 6°C. Il n'y a nul besoin de vérité scientifique absolue. Croire ou savoir ? Il vaut mieux croire dans le savoir que l'on a modestement acquis et faire avec pour préparer l'avenir. Finalement, il vaut mieux se préparer à la guerre qu'être vaincu par des forces obscures et incertaines qui nous tombent dessus.

Pour poursuivre la réflexion...

Deux ouvrages de Georges Rossi

L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud

« Si dans les pays du Nord, l'environnement est à la mode, le développement des pays pauvres du monde intertropical, (...), est également d'actualité. Au Sud, les paysans gèrent depuis des temps immémoriaux leurs milieux. L'idée d'environnement, elle, est une création récente du monde occidental. L'intervention des pays occidentaux dans la gestion des pays du Sud donne des résultats mitigés. Sur ce thème des politiques de gestion et de l'avenir des environnements tropicaux face aux développements, l'ouvrage propose un point de vue pluridisciplinaire original, critique, remettant en cause beaucoup d'idées reçues et de certitudes ». (éd. du Cnrs, 2001, 264 pages, 29.50€)

<http://www.cnrseditions.fr/ouvrage/4845.html>

Conservation de la nature et développement : l'intégration possible ?

« La conservation de la nature est aujourd'hui placée à un tournant. Les politiques de protection de la nature cherchent depuis trente ans à intégrer des objectifs de développement, mais cette intégration s'avère plus difficile que prévue. L'histoire de la conservation est déjà longue. Après les premières tentatives de gestion intégrée aux XVIII^e et XIX^e siècles, après les politiques étatiques centralisées des parcs nationaux et des réserves naturelles au XX^e siècle, elle connaît actuellement un troisième souffle qui lui permet de se placer comme un exemple concret de développement durable. Mais la conservation peine à définir de nouveaux modèles qui puissent répondre à la fois aux besoins de gestion durable des écosystèmes et aux exigences des acteurs concernés (...) » (Paris GRET 2004, 308 pages)

http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=521149

Le document des étudiants de Sciences Po Toulouse

Pour la réintroduction de l'homme dans la nature

Ce document PDF de 32 pages, réalisé par les étudiants du Master « Risques, science et société » et présenté en introduction de cette séance.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2615



Lire aussi

Développement durable, une nouvelle manière d'acheter des indulgences ?

Pour Sylvie Brunel, le développement durable serait aujourd'hui devenu une nouvelle religion au sein de laquelle tout un chacun est convié à s'exonérer de ses péchés "carboniques" par le don. Sous des discours apparemment scientifiques, il ne s'agirait là que de principes moraux visant à régenter la vie des individus. Un entretien réalisé à propos de son ouvrage « *A qui profite le développement durable ?* » Ed Larousse, Coll. A vrai dire, 2008, 155p, 9.90€
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2307

Le nouvel ordre écologique

Une note de lecture qui retrace les grandes lignes de l'ouvrage de Luc Ferry « *Le nouvel ordre écologique* » (Ed. Grasset et Fasquelle, 1992, 222 pages). Un essai dans lequel le philosophe produit une radioscopie du mouvement écologique, conçu à la fois comme philosophie et action politique. Il distingue trois "écologies" : l'une fondée sur une conception anthropocentrique de l'environnement qui conduit l'homme à prendre soin de la qualité du milieu au sein duquel il vit ; une seconde qui ajoute à ses préoccupations le bien-être des animaux ; et enfin un troisième composante qui accorde des droits à la nature et appelle à l'élaboration d'un « contrat naturel ».
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2576

La face cachée de l'écologie

La revue Esprit et Vie (Revue catholique de formation permanente) a publié une note de lecture sur l'ouvrage de Laurent Larcher, « *La face cachée de l'écologie. Un antihumaniste contemporain ?* » (Ed. Du Cerf, 2004, 272p, 24€). Selon l'auteur « *l'idéologie écologiste, appelée encore écologisme, génère et alimente des courants qui, tout simplement, "travaillent à la sortie de l'humanisme".* »
http://www.esprit-et-vie.com/article.php3?id_article=1047

Le parfum d'Adam

Pour évoquer l'écologie et à travers elle, le rapport de l'homme à la nature, Jean-Christophe Ruffin a préféré le style du thriller à celui de l'essai. Et c'est en nous contant l'histoire d'une jeune française militant pour le droit des animaux, qui rejoint un mouvement américain de type « deep ecology », qu'il aborde les dangers de la posture de l'écologie radicale : « *un monde d'écologistes si amoureux des animaux qu'ils en arrivent à détester les Hommes* ». (Ed. Flammarion, 2007, 538 pages. Réédité en poche)
<http://www.lalettrine.com/article-5371905.html>

Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique

Une note de lecture à propos de l'ouvrage de Hans Jonas, « *Le principe responsabilité* ». Ce livre, édité en 1979, a eu une influence considérable sur les évolutions de la société, car beaucoup considèrent qu'il a modifié la vision de l'humanité sur son futur et la conception de la place de l'homme sur Terre. Par une réflexion inédite sur les transformations induites par les innovations technologiques, il est considéré comme étant l'inspirateur de concepts tels que le « développement durable » ou « générations futures ».
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2569